

LE 5 DECEMBRE ET

L'échéance du 5 décembre est proche... « En toute démocratie », nous allons élire notre président. Les résultats sont connus d'avance ; il s'agit non d'élections, mais de plébiscite. La diversité des candidats ne fait pas illusion : Lecanuet, Marcilhacy, Antier et le fasciste Tixier-Vignancour se battent tous sur le même programme : ils se proposent tous d'appliquer mieux que De Gaulle sa constitution. Ils sont tous Européens et pro-atlantiques. Tous se prononcent contre le pouvoir personnel. Aucun d'eux n'intéresse les travailleurs.

Comment renverser le système ? C'est en ces termes que pour nous le problème se pose. Il est clair qu'un tel objectif implique l'unité d'action de la classe ouvrière et l'alliance du prolétariat avec les classes moyennes des villes et des campagnes, sur la base d'un programme commun, qui, démythifiant les balivernes gaullistes sur le « patrimoine national » destiné à masquer la réalité des intérêts de classe et dénonçant les forces sociales dont De Gaulle est l'expression politique actuelle, propose une alternative claire et dynamique au pouvoir des monopoles.

Prévue, depuis longtemps, la campagne de l'élection présidentielle aurait pu être l'occasion d'un vaste regroupement des forces de gauche enfin unies sur un clair programme d'action. On aurait ainsi offert aux travailleurs une perspective nette et mobilisatrice. Les communistes ne se font aucune illusion sur la possibilité de renverser à l'aide du bulletin de vote un pouvoir issu d'un coup d'Etat militaire. Mais il était possible au moyen d'un tel programme d'utiliser les possibilités d'agitation qu'offre la campagne électorale pour élever la conscience politique des masses. Ne nous attardons pas à regretter qu'un tel accord n'ait pu voir le jour. Nous voudrions examiner ici le problème d'un point de vue marxiste en nous fondant sur une analyse des forces sociales en présence.

Le gaullisme c'est le pouvoir des monopoles. Qu'est-ce à dire ?

L'avènement du gaullisme et la chute du régime parlementaire, forme politique traditionnelle de la domination de la classe bourgeoise, sont l'expression de changements dans la structure de cette classe et dans les rapports entre les différents sous-groupes qui la composent. Des groupes de monopoles déterminés qu'on pouvait autrefois considérer comme une fraction parmi d'autres de la bourgeoisie, en sont actuellement devenus la fraction dominante, hégémonique, et leur « effet de domination » contraint le petit et moyen patronat

à s'incliner. C'est pendant la période consécutive à la seconde guerre mondiale, au moment où le capitalisme français liquidait le passif de l'époque précédente (retard technique et structures archaïques) que les monopoles se sont assurés en France définitivement cette position dominante.

Mais cette évolution s'est accomplie au milieu de multiples survivances du passé. L'aile moderniste de la bourgeoisie, pour assurer sa victoire, devait absolument briser le petit et moyen patronat archaïque. Et précisément, la structure politique de la démocratie bourgeoise traditionnelle fondée sur la toute-puissance du pouvoir législatif issu d'un parlement où toutes les fractions de classe dominante pouvaient faire représenter leurs intérêts, ne se prêtait guère à une telle opération. Au lieu d'un gouvernement paralysé par le jeu parlementaire, du fait de la sur-représentation politique de couches bourgeoises rétrogrades, les monopoles souhaitaient l'instauration d'un « Etat fort », capable de favoriser l'intégration économique et de limiter la capacité d'intervention du mouvement ouvrier. C'est sous la forme du bonapartisme que cet Etat fort a pu s'imposer en France. Marx nous a enseigné ce qu'est le bonapartisme : S'appuyant sur la lutte de divers groupes sociaux au moment où aucun d'entre eux ne peut l'emporter de façon décisive, la force de l'appareil bureaucratique de l'Etat s'élève au-dessus de la société et « sauve la nation » en arbitrant le conflit dans le sens des intérêts de la classe dominante. Ce qui ne veut pas dire que De Gaulle soit Louis Bonaparte ressuscité, ni le 13 mai l'équivalent du 2 décembre. Le petit Napoléon sauvait la nation du péril ouvrier. Le grand Général, lui, doit résoudre un conflit qui oppose diverses fractions de la bourgeoisie, face à un prolétariat qui, s'il a subi une défaite, n'en conserve pas moins tout son potentiel combatif. Et ce conflit, insoluble sur le terrain parlementaire, il le résout dans l'intérêt de la fraction hégémonique de la classe dominante, les monopoles.

Très schématiquement, nous venons d'esquisser une caractérisation sociale du gaullisme. Mais une contradiction au niveau économique ne suffit jamais à provoquer automatiquement une modification dans la forme de l'Etat. Il a fallu une accumulation de contradictions à tous les niveaux pour fournir aux monopoles une situation politique propice au succès de leurs ambitions. La situation créée par la guerre d'Algérie a été l'occasion rêvée : La République parlementaire, ravagée par les valse-

ministérielles, a démontré de façon criante toute l'étendue de son incapacité, et le Bonaparte mis au pouvoir le 13 mai a pu se poser en défenseur de « l'ordre » et de la « France éternelle », au-dessus des classes. La mystification avait pleinement réussi. L'aspect immédiatement politique du coup d'Etat masquait sa signification sociale, comme les bavardages sur l'ordre, la stabilité de la V^e République s'efforce de masquer son caractère de classe.

Face à l'État gaulliste, quelle est la position des diverses fractions de la classe bourgeoise ?

Il n'y a pas si longtemps, le M.R.P. et les indépendants se serraient peureusement autour du Bonaparte. Aujourd'hui ils s'opposent ouvertement à lui, au nom d'immortels principes.

Les couches de la bourgeoisie victimes des monopoles rêvent nostalgiquement de retrouver l'influence qu'elles pouvaient exercer naguère sur l'Etat. On se mit à la recherche du candidat. Defferre ayant déclaré forfait, Pinay refusant de se présenter, on s'est rabattu en dernière minute sur Lecanuet. Mais ce ne sont là que rêves. Jamais des couches bourgeoises ne retrouveront l'influence politique qu'elles avaient conservée malgré leur décadence économique. Le seul capitalisme possible à l'heure actuelle c'est le capitalisme monopoliste d'Etat comme le seul Etat bourgeois concevable c'est l'Etat fort.

A côté des centristes, il y a les gens « de gauche » qui déplorent l'arbitraire, le style monarchique de De Gaulle, mais qui sont séduits par l'aspect rationnel, organisateur de son régime.

Pour l'intelligence de leurs tentatives actuelles, il ne nous semble pas inutile de rappeler une vieille histoire, celle du gouvernement Mendès-France, après qu'il eût fait la paix en Indochine, car ce fut la première tentative

LIBRAIRIE DES SCIENCES DE L'HOMME

15, rue Racine - PARIS 5^e
DAN. 99-99

Specialisée dans les ouvrages des Sciences sociales, notamment dans l'histoire du mouvement ouvrier et du marxisme, ainsi que dans les ouvrages ayant trait au Tiers Monde.